

Allocations familiales

Autopsie d'une bataille perdue

En mai 1985, le gouvernement conservateur échouait dans sa tentative de désindexer les pensions des retraité-e-s. Le ministre de la Santé et du Bien-être, Jake Epp, n'avait pas eu le temps de déposer son projet de loi que tout l'âge d'or canadien s'était soulevé pour protester contre les coupures proposées¹. Et voilà qu'en septembre dernier, au beau milieu des scandales du thon et des banques de l'Ouest, le gouvernement fédéral revenait à la charge en déposant un projet de loi, le bill C-70, visant à désindexer partiellement les allocations familiales. Et cette fois, il réussissait, les groupes de femmes échouant à lui bloquer la voie.

Cette mesure, qui sera sans doute en vigueur lorsque vous lirez ces lignes, vise une économie de deux milliards de dollars d'ici 1990. Mais couper dans les allocations familiales c'est remettre en question l'universalité des programmes sociaux. C'est aussi remettre en question la seule reconnaissance officielle que reçoivent les femmes pour le soin et l'éducation des enfants. Et puis, deux tiers des Québécoises et la moitié des Canadiennes en sont bénéficiaires.

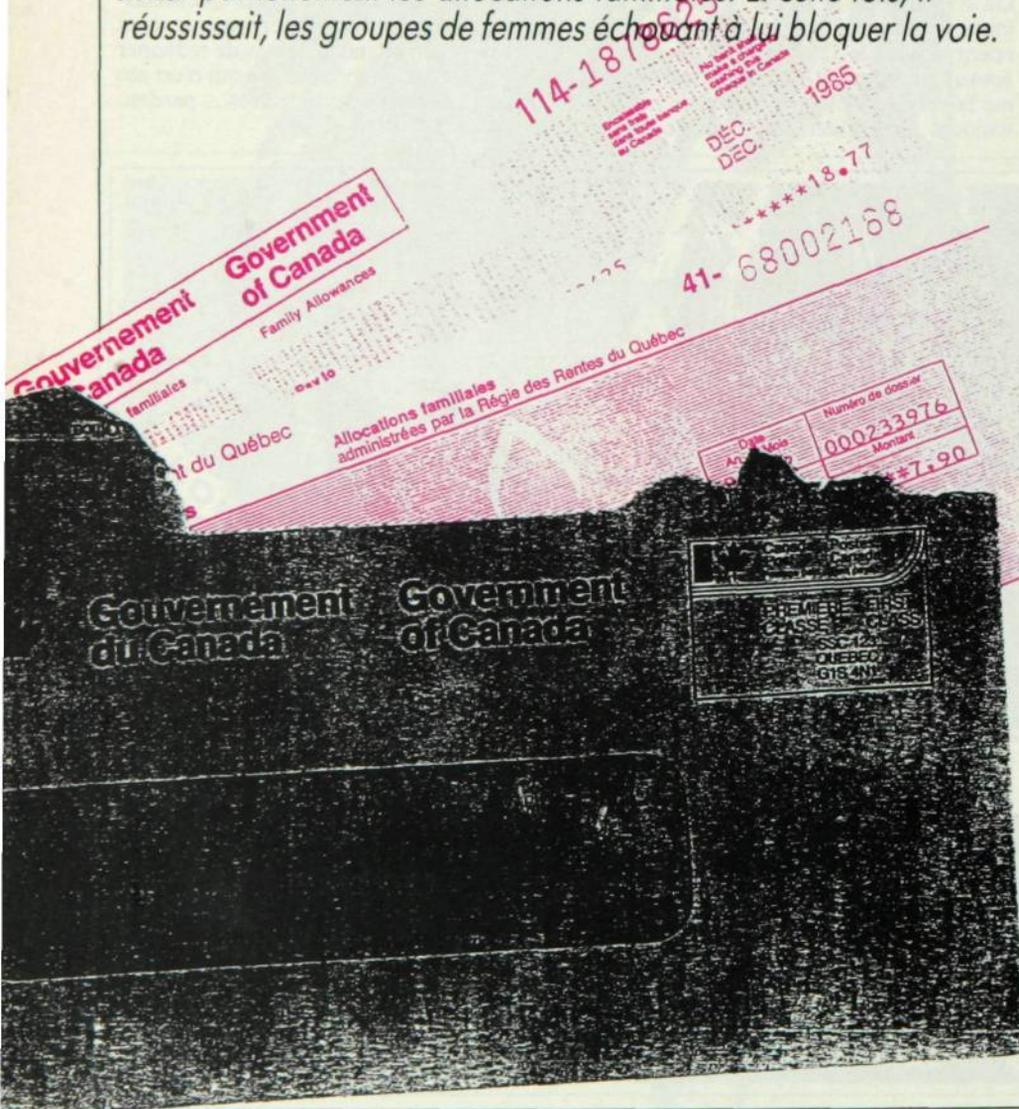
La voix des femmes a-t-elle été entendue? Il semblerait que non. Pourtant, près d'une centaine de groupes de femmes ont fait connaître leur désaccord. Conférences de presse, lettres, pétitions, toutes les stratégies y sont passées, y compris une manifestation sur la colline parlementaire. Que s'est-il passé ou plutôt, que ne s'est-il pas passé pour que les groupes de femmes échouent?

Il est évident que cette lutte s'est avérée plus difficile que celle contre la désindexation des pensions de vieillesse: l'État s'attaquait ici à un revenu d'appoint et non à un revenu principal. La cause étant moins «noble», elle risquait moins de susciter la sympathie spontanée du public. Il est également clair que le gouvernement conservateur, échaudé par sa défaite sur les pensions de vieillesse, n'était pas disposé à reculer une deuxième fois.

Enfin, les protestations officielles des femmes ont été lentes à venir: un été s'est écoulé entre la proposition contenue dans le budget Wilson et le dépôt du projet de loi. «Nous n'avons pas compris assez rapidement les détails de cette mesure et nous n'en avons pas fourni assez tôt une explication au public», explique Madeleine Parent, représentante québécoise du Comité canadien d'action sur le statut de la femme (mieux connu sous son sigle anglais, NAC). Pour Monique Bégin, ex-ministre de la Santé sous le gouvernement Trudeau, il s'agit là d'une erreur majeure: «Il aurait fallu contester la désindexation dès l'annonce du budget, avant que le projet de loi ne soit déposé.»

C'est, en effet, seulement à la fin septembre, soit quelques semaines avant le début des audiences publiques sur le projet de loi, que la Coalition québécoise contre la désindexation des allocations familiales a été formée par 80 groupes de femmes et organismes sociaux, dont notamment la FFQ, l'AFEAS, l'Union des familles, la Fédération des familles monoparentales, en plus des deux syndicats CSN et CEQ.

Le mouvement s'est tout de suite heurté à l'arrogance et à l'intransigeance du gouvernement. Représentant plus d'un million de femmes, la Coalition s'est pourtant



vu refuser une audition auprès du comité législatif chargé d'étudier le projet de loi. «Il a fallu faire des pieds et des mains pour qu'ils nous inscrivent sur la liste», raconte Elaine Massé, coordonnatrice de la Coalition. L'AFEAS, qui représente 35 000 femmes, a, quant à elle, vu sa représentativité mise en doute par les députés conservateurs du comité. Pourtant élu sous le signe de la concertation, le gouvernement n'a rien retenu des propositions faites par les 25 groupes de femmes qui se sont présentés en audiences publiques. «Le processus de consultation? Une vraie farce», poursuit Elaine Massé.

«D'abord, les députés conservateurs s'absentent régulièrement du comité et ceux qui sont là n'écoutent pas; je suis sûre que les mémoires qu'on leur présente prennent le bord des poubelles après les audiences», renchérit Liliane Blanc de la FFQ. Devant l'immobilisme des conservateurs, les groupes de femmes québécois, aidés des députés de l'opposition, n'en ont pas pour autant déposé les armes. Mais leur lutte n'a pas mobilisé les médias qui, débordés par les scandales gouvernementaux jaillissant de toutes parts, avaient des sujets bien plus «hot» ailleurs. Le projet de loi C-70 – tout comme le projet de loi sur la prostitution – est donc passé presque inaperçu dans les journaux. Ainsi «nous n'avons pas réussi à sensibiliser l'opinion publique», résume Lyse Brunet, responsable de la Coalition et coordonnatrice de l'R des femmes.

Manque de pression

De plus, la protestation ne s'est pas étendue en dehors du Québec. «Les groupes de femmes québécois ont fait un travail remarquable», concède Lucie Pépin, députée libérale. Mais elles étaient seules. Or, ce n'est pas suffisant pour faire bouger Ottawa. «Où étaient les autres féministes canadiennes?», demande Mme Pépin. Ont-elles eu peur de se faire couper leur budget? Sont-elles complices avec le gouvernement? On songe entre autres au Conseil consultatif canadien de la situation de la femme et au NAC, qui n'ont même pas cru important de dépêcher leur présidente sur les lieux de combat. Certes, ces organismes ont envoyé des communiqués de presse dénonçant le projet de loi et ont présenté des mémoires (deux maigres pages dans le cas du NAC). «Mais ces actes ne sont que des gestes de politesse, estime Mme Bégin, et le gouvernement le décide facilement: il s'agit d'une courtoisie élémentaire que les groupes doivent à leurs soeurs.»

«Ce silence des principaux groupes de pression de femmes est inquiétant», estime Mme Pépin, qui craint que le mouvement féministe québécois ne s'essoufle à défen-

dre seul les intérêts des femmes: «Ce n'est surtout pas le temps de se reposer, alors qu'une vague de droite déferle sur Ottawa». Pour Mme Bégin, l'échec des allocations familiales prouve que les féministes canadiennes ne semblent pas encore prêtes à reprendre les dossiers familiaux. Historiquement revendiquées par les organismes familiaux, les allocations familiales n'ont jamais vraiment intéressé les féministes qui, avec raison dit-elle, se sont longtemps senties écrasées par les rôles traditionnels féminins, dont l'élevage des enfants. Quoiqu'une telle attitude soit parfaitement compréhensible, de dire Mme Bégin; «C'est dommage, car elles auraient pu enfin remobiliser les femmes sur cette question».

Pour les groupes de femmes, l'affaire est peut-être aussi une question de priorité. «Le mouvement des femmes n'a pas comme seul dossier les allocations familiales; nous avons tellement de dossiers que nous ne savons plus où donner de la tête», explique Louise Colombe-Joly, présidente de l'AFEAS.

Le gouvernement a tout de suite senti que le dossier des allocations familiales n'avait pas «pris», qu'il n'avait jamais vraiment démarré, faute de mobilisation massive à travers le pays, croit Mme Bégin. Selon l'ex-ministre, «tout gouvernement bouge, sur n'importe quoi, en autant qu'il est convaincu que le public le veut. Si la pression en Chambre avait été soutenue et doublée d'actions continues auprès des médias, comme dans le cas des pensions de vieillesse, le gouvernement aurait plié», ajoute-t-elle.

L'un de ceux qui ont mené les retraités à la victoire en juin, Gilles Plamondon, estime qu'il faut être opportuniste avec les politiciens pour gagner une cause. «Les femmes sont réticentes à être associées de près aux partis politiques et à faire ce qu'on appelle du «magouillage politique», ce qui consiste à exercer des pressions de façon sournoise. Elles ont peur de se salir les mains», explique le coordonnateur de l'Association québécoise pour les droits des retraités.

Si ces propos risquent d'en choquer quelques-unes, ils n'ont pas moins trouvé écho chez quelques représentantes des groupes de femmes qui en sont à leur autocritique après cette bataille perdue des allocations familiales. «Nous sommes loin du pouvoir. Et nous réalisons maintenant l'importance d'exercer une pression soutenue sur le gouvernement, de jouer le jeu politique et de connaître les rouages internes du Parlement», commente Lyse Brunet. Elle fait remarquer qu'il s'agissait, pour plusieurs groupes québécois, de la première bataille politique menée au niveau fédéral: «Nous n'avons pas encore développé le réflexe du lobby et il nous manque un réseau de femmes réellement influent.»

Même son de cloche à la FFQ: Claire Bonenfant admet qu'il faut un lobby plus puissant à Ottawa. «Les femmes doivent investir le pouvoir politique, mais comment?, se demande-t-elle. Il faut de l'argent et des ressources pour aller se battre constamment là-bas». Selon Mme Bonenfant, le prochain défi pour les femmes sera de faire sentir la pression sociale et électorale qu'elles représentent pour le gouvernement. «Nous nous rendons bien compte, devant l'imperméabilité du gouvernement, que nous ne le menaçons pas».

Et, constat général chez tous les groupes de femmes, ce ne sont malheureusement pas les femmes élues qui les aident. «Ça nous donne une foutue claque de nous apercevoir que celles pour qui nous avons voté – parce qu'elles étaient des femmes et que cela changerait les choses – se retournent de bord une fois installées au pouvoir et refusent d'épouser la cause des femmes», lance Liliane Blanc.

En effet, pas une des dix-neuf députées conservatrices à Ottawa n'a condamné la désindexation des allocations familiales, sous prétexte de ne pas vouloir, pour reprendre l'expression de l'une d'entre elles, être «ghettoisées». Claire Bonenfant aurait donc raison: le succès de nos luttes dépendra aussi, de plus en plus, des femmes au pouvoir prêtes à nous écouter.

SUZANNE DANSEREAU

1/ Voir LVR, septembre 1985: «Une stratégie à retenir».

SERVICE PERSONNALISÉ

ELLES-TOILES
3971 St-Denis, Montréal.
1 438-5554

Solde. 20 à 50%

**NOUVELLE COLLECTION
POUR HOMME**